

**3^{ème} Séminaire international - Ouagadougou, 13-17 mars 2006 :
Dialogue politique et stratégies de mise en œuvre du changement du
curriculum**

Organisé par l'UNESCO (BIE, ED/STV, ED/HED, Bamako), le
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation (MEBA) et
la Commission Nationale UNESCO du Burkina Faso

**Allocution de Christine Panchaud
Coordinatrice de programme
Bureau International d'Education (BIE) UNESCO, Genève**

Madame la Ministre de l'éducation de base,
Monsieur le Ministre des enseignements secondaire, supérieur et de la
recherche scientifique,
Monsieur le Secrétaire Général p.i. de la Commission Nationale
burkinabé à l'UNESCO
Madame la Directrice du Centre International pour l'Education des Filles
et des Femmes en Afrique CIEFFA
Chers invités,
Chers participantes, chers participants,
Mesdames, Messieurs,

C'est un immense plaisir et un grand honneur d'être parmi vous ce matin
et de passer cette semaine au Burkina Faso dans le cadre du projet de
recherche-action-formation de l'UNESCO : *“Analyse et innovation
curriculaires en Afrique subsaharienne pour lutter contre la pauvreté”*

Le séminaire international que nous inaugurons ce matin est le troisième
dans le cadre de ce projet et le premier à enfin avoir lieu en Afrique, ce
dont nous sommes particulièrement heureux. Et nous comptons bien que
ce ne soit pas le dernier!

Mais laissez-moi vous rappeler d'abord brièvement la **genèse de ce
projet** :

C'est suite à la demande adressée par neuf pays d'Afrique sub-
saharienne :

- Afrique de l'Ouest : Burkina Faso, Mali, Niger
- Afrique Centrale : Burundi, Congo-Brazzaville, Rwanda
- Afrique Australe : Angola, Maurice, Mozambique

que le Bureau International d'Education de l'UNESCO, le BIE à Genève a développé ce projet exploratoire et en initié les travaux en septembre 2004.

La préoccupation de ces ministres nous a paru particulièrement intéressante et légitime : en quoi le curriculum de l'éducation de base, du point de vue de ses contenus, de ses approches pédagogiques et du système d'évaluation des acquis des élèves pouvait-il aussi contribuer à la lutte contre la pauvreté ?

On s'était en effet jusqu'à ce moment plutôt penché sur la question de l'accès à l'école des enfants et des jeunes les plus défavorisés, mais moins sur le curriculum lui-même, en se demandant par exemple en quoi il pouvait favoriser les apprentissages des exclus de l'éducation, une fois ceux-ci intégrés dans l'école, ou en quoi au contraire il pouvait contribuer à les en rejeter.

Une deuxième question se posait également : en quoi les curricula de l'éducation de base de ces 9 pays pouvaient-ils mieux contribuer à préparer les jeunes à lutter contre leur propre pauvreté, celle de leur famille et plus globalement, contre celle de leur communauté et enfin contribuer au développement de leur pays.

En d'autres termes, le curriculum de l'éducation de base est-il pertinent pour lutter contre la pauvreté dans le contexte de ces 9 pays de l'Afrique subsaharienne. Les réformes en cours, ou prévues, vont-elles dans le bon sens ?

Le BIE a obtenu un **co-financement** de ce projet de la part :

- du gouvernement espagnol (Ministère de l'Education et de la Culture),
- de la Direction au Développement et à la Coopération de la Suisse (DDC),
- du programme de l'UNESCO pour le renforcement des capacités dans le cadre de l'Education Pour Tous (EPT).

Le BIE a également mis à disposition des fonds institutionnels.

Puis, le BIE a demandé aux Ministères responsables de l'éducation de base de ces 9 pays de désigner pour chaque pays une équipe de travail de 2 ou 3 spécialistes du curriculum pour travailler de façon régulière avec l'équipe du BIE.

Et c'est ainsi qu'a été réuni un groupe d'une trentaine de spécialistes et techniciens du curriculum, accompagnés par une équipe d'experts internationaux, mobilisés en fonction des questions spécifiques à chaque étape du projet.

Dans un premier temps, de novembre 2004 à juin 2005, les équipes des pays ont construit un outil d'analyse commun, puis procédé à l'analyse des curricula de l'éducation de base pour explorer les liens entre ces curricula de l'éducation de base et la lutte contre la pauvreté.

Ils ont comparé les problèmes et solutions ou innovations déjà mises en place et ensemble nous avons établis une listes de critères et discuté des pistes à suivre pour faire évoluer les curricula de façon à ce qu'ils contribuent mieux à lutter contre la pauvreté.

Cette première étape a confirmé, s'il était encore nécessaire, que les systèmes éducatifs africains sont confrontés à des défis majeurs non seulement d'accès, de financement et de gestion, mais aussi d'équité, de qualité et de pertinence des apprentissages

Puis de juin à décembre 2005, nous avons avec les équipes des pays essayer de mieux cerner les besoins spécifiques à chaque pays suite à cette analyse des liens entre curriculum et lutte contre la pauvreté. Les neuf pays participants sont en effet tous engagés dans des processus de changements curriculaires, bien que selon des approches ou à des stades différents.

Il s'agit maintenant de discuter des **stratégies possibles pour le changement** dans la bonne direction. C'est pourquoi nous avons choisi pour ce séminaire l'approche du **dialogue politique**, le dialogue politique représentant dans ce contexte un instrument stratégique d'échange pour la cohérence des changements et réformes.

Autrement dit, comme une approche globale et intégrée des échanges, entre partenaires en vue de réaliser des objectifs communs, en l'occurrence des curricula plus pertinents pour la lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne

En effet, l'action convergente d'un nombre croissant d'acteurs est une nécessité, non seulement pour gérer et dépasser les résistances que tout changement suscite, mais aussi pour exploiter au mieux les opportunités et ressources que le système porte en lui.

Il s'agira donc au cours de ce séminaire de :

1. Partager et prendre acte des résultats et recommandations issues de la première phase du projet et d'examiner leurs implications dans le contexte des processus de réformes déjà à l'œuvre dans les pays participant au projet.
2. Introduire une réflexion systématique sur les processus de changement du curriculum à l'œuvre dans chaque pays, en procédant, dans le cadre d'une formation pratique au dialogue politique, à l'analyse des rôles des acteurs en présence, des points de blocage ou au contraire de dynamiques positives pour une mise en œuvre effective et durable des changements proposés
3. Discuter de stratégies d'innovation du curriculum, communes et/ou propres à chaque pays, pour lutter contre la pauvreté.

Avant de conclure, je voudrais saluer la présence parmi nous de :

- **Mme Ana Benavente**, professeur à l'université de Porto et Lisbonne au Portugal et ancienne Secrétaire d'Etat à l'éducation du gouvernement du Portugal, pendant 6 ans, qui sera notre spécialiste pour l'approche du dialogue politique et pourra aussi partager sa connaissance intime, si j'ose dire, des réformes de l'éducation et du curriculum au Portugal ;
- **Mme Madeleine Viviani**, secrétaire Générale de la Commission Nationale suisse auprès de l'UNESCO, qui est parmi nous à la demande de la Direction au développement et à la coopération DDC de la Suisse, ce qui témoigne de l'intérêt tout particulier que la Suisse porte à ce projet ;
- **M. Alpha Mahmoudou Diallo**, Directeur de l'Institut National de Recherche et d'Action pédagogiques de Guinée-Conakry, qui pourra aussi partager son expérience des réformes du curriculum dans un autre pays africain ;
- **M. Silvio Rocha**, professeur à l'université de Rio Grande do Sul, au Brésil, qui essaiera de nous montrer des exemples de ce que le Brésil a tenté pour répondre aux enjeux de la pauvreté, par le biais du curriculum.
- **M. Abdoul Wahab Coulibaly**, Spécialiste de programme (éducation), au bureau UNESCO multipays de Bamako, ceci dans le cadre de notre collaboration étroite avec ce bureau pour ce projet

Je tiens aussi à remercier les équipes des pays, qui ont répondu présent avec un engagement sans faille, malgré des voyages, pour certains, assez longs et éprouvant pour arriver jusqu'ici. Nous espérons encore que l'équipe du Mozambique arrivera à nous rejoindre.

Il me reste maintenant à remercier très chaleureusement Mme la Ministre du MEBA d'avoir accepté la responsabilité de l'organisation de ce séminaire ici à Ouagadougou. Je tiens à saluer le travail intense et l'engagement irréprochable de toute l'équipe mise en place par le MEBA et dirigée de main de maître par Mme Catherine Traoré.

Toutes les conditions sont réunies pour des échanges fructueux et si possible porteurs de changements positifs.

Madame la Ministre, encore une fois, merci du fond du cœur !